

VI

*La politique sociale
ou le paternalisme
de "Dorian"*

Nous avons vu que différents dirigeants de l'entreprise ont profondément marqué l'esprit de cette dernière et, très probablement, l'atmosphère de la communauté villageoise qui s'était tissée autour d'elle. Un des aspects de cette influence fut en particulier ce qu'il faut bien appeler la politique sociale à l'égard des ouvriers. Certes, tout n'était pas parfait, loin de là, mais la vie difficile des ouvriers de la fin du siècle dernier a pu être améliorée par ces aides et avantages. Ce que l'on peut dire à propos de l'ambiance qui pouvait alors régner dans l'entreprise, c'est qu'aucune baisse sensible de la production n'est décelable dans les rapports des conseils d'administration avant 1930, signe que s'il y eut parfois des arrêts de travail, ils ont dû être limités dans le temps.

Toutefois, "Dorian" ne fut pas la seule entreprise qui proposait ces avantages à "ses" ouvriers. Ainsi, à la même époque, la fameuse cimenterie Lafarge de Viviers dispose d'une église, d'un hôpital, d'une école et d'un cercle pour les ouvriers. Elle possède également son épicerie et sa caisse d'épargne dont des livrets sont distribués aux bons élèves en guise de prix⁽⁵⁵⁾. Autre exemple plus proche de nous géographiquement : la compagnie minière de Montrambert, fortement liée à la commune de la Ricamarie à la fin du siècle dernier, crée en 1857 un "Cercle musical des mineurs" devenu "Harmonie des mineurs" en 1865, cette formation permettant de soustraire les mineurs "à l'oisiveté, aux cabarets et à la corruption"⁽⁵⁶⁾...

1 - LOGEMENTS ET SERVICES

Le logement sur place permet de résoudre le problème des trop longs déplacements domicile-travail à une époque où la marche à pied est, encore pour un temps, la règle.

La plupart des ouvriers sont donc logés par l'usine qui leur donne, moyennant un faible loyer, un logement proportionné à l'importance de leur famille ainsi qu'un jardin. Ce dernier permet "d'améliorer l'ordinaire" et devient un des loisirs de l'époque après une journée de bruit et de poussière. Au Fouletier subsistent aujourd'hui les murs des terrasses des jardins potagers qui donnèrent le nom de "Provence" à ce versant orienté au Sud. L'ouvrier ne devait pas ménager ses efforts pour aller quérir l'eau à la rivière mais il avait la fierté de produire ses primeurs !

(55) Article de Marc Pabois, "Revue du Vivarais" - Juillet/Septembre 1983, PP 173/179.

(56) Claude Cherrier "La Ricamarie, une ville, des hommes" - La Ricamarie 1993, P.15.

Il est frappant de voir l'évolution des conceptions sociales de l'entreprise en consultant la liste des bâtiments acquis par la société des faux avec à l'origine, quelques achats d'anciennes maisons puis, vers 1860, "l'explosion" des constructions :

En 1862, "la Caserne" dans laquelle s'installent 56 familles payant 4 Fr par mois de loyer pour deux pièces par famille. En 1862 toujours, 28 autres logements à 4 ou 5 Fr par mois. Construits dès 1860, on les retrouve, entre autres :

- Au Vieux-Moulin avec trois bâtiments dont la maison attenant à l'atelier - dite "maison Bliem Antoine" - avec cinq pièces, la maison dite "Joubert" avec quatre pièces, et la maison dite "Besson" avec quatre pièces où auraient logé certains vicaires de la paroisse.

- Au Foulétier, deux bâtiments qui se touchent; celui qui abritera plus tard le Cercle des ouvriers avec treize pièces et, perpendiculairement, la maison dite "Hollwarth" avec dix-huit pièces.

D'après un texte de l'époque, "les platineurs habitent les plus beaux appartements, leur intérieur respire l'aisance", en fait, cela est vrai surtout par rapport à "habitat ouvrier moyen" du Second Empire. Chez quelques uns, il y a "un canapé et des draperies aux fenêtres". Bien sûr, loger directement ses ouvriers était aussi un moyen pour l'entreprise de les contrôler plus sévèrement; "Dorian" avait d'ailleurs mené la même politique à Unieux où on peut encore voir aujourd'hui la Grande Maison du Vigneron terminée elle aussi en 1862.

Dès 1860, quelques ouvriers - les platineurs bien sûr - commencent à bâtir des maisons individuelles : la "caserne" apparaissait peut-être déjà comme une forme d'enfermement ?

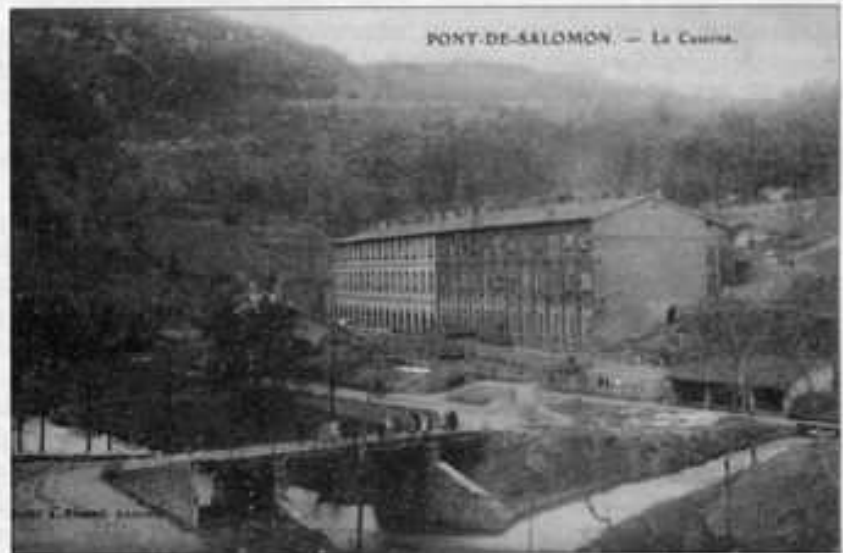
Plus tard, des surnoms furent attribués aux différents lieux d'habitations : "la Gendarmerie", bâtie en 1928 pour les contremaîtres et employés de bureau - les "chefs" n'étaient-ils pas les gendarmes des ouvriers !?

"La Préfecture" construite pour les ouvriers en 1938 qui disaient dès lors "on sera supérieur aux gendarmes".

Mieux logés, les ouvriers de Dorian pouvaient également bénéficier de la coopérative, la fameuse "Coopé". Celle-ci était en fait une société par actions souscrites par les ouvriers volontaires ; appelée aussi "la Gerbe", elle avait été mise en place au cours de la Première Guerre Mondiale pour venir en aide aux familles ouvrières en quête de ravitaillement. Elle travaillait avec "L'Union des Coopérateurs de Saint-Etienne" et ses "actions" s'achetaient 25 Fr au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Son équivalent aux usines d'Unieux était la coopérative "La Pensée" fondée en 1897.

Le magasin installé dans les caves de la Caserne a marqué des générations de Pontoises, "on y trouvait de tout" se rappellent les anciens : épicerie, chaussures, produits d'entretien, articles ménagers, tissus... Rien n'y manquait, pas même l'odeur si particulière d'humidité. Et ce n'est faire injure à personne que de rapporter les propos de certaines clientes, maintenant octogénaires, qui disaient "je n'y achetais pas les gâteaux, ils étaient un peu humides", quel doux euphémisme ! C'était vraiment le supermarché avant l'heure et même mieux puisqu'il était toujours ouvert excepté le dimanche après-midi; il sauvait à chaque fois la mère de famille qui avait oublié un produit indispensable pour le repas familial ou pour la portion de "son homme". Chaque samedi matin, il y avait même livraison à domicile, d'abord avec un cheval puis, progrès oblige, "le tub".

Le dimanche matin, il fallait voir Mlles Verne et Jeanne Carrot - car le magasin était tenu uniquement par des femmes - accélérer le pas dès la fin de la première messe pour ouvrir la Coopé, véritable caverne d'Ali Baba si utile et tellement conviviale. Qui n'a pas humé l'odeur du vin que des ouvriers de Dorian, après leur journée, venaient mettre en bouteille dans la cave juste après le petit tunnel ? Qui ne se souvient de l'immense échelle pour saisir les produits



La Caserna

d'alimentation si haut perchés et de cette grande table sur laquelle se côtoyaient les produits les plus variés ? Toutes les "affaires" y étaient ... et c'était une affaire pour la cliente : sur un carnet, elle collait les timbres correspondant au montant de ses achats et, à la fin de l'année, une remise de 3% lui permettait de recevoir un article.

2 - L'AIDE MEDICALE ET SOCIALE

Dès 1860 un service médical est organisé. Une pharmacie avec médicaments fournis gratuitement peut suffire aux premiers soins, un médecin puis deux dès 1878 sont chargés du service médical. Ce service a perduré bien après la Deuxième Guerre Mondiale : qui à Pont-salomon, sauf bien sûr les plus jeunes, ne se souvient de l'ancêtre du "cabinet médical" situé à l'Alliance ? Tout y était organisé pour la sécurité et la santé de l'ouvrier et de sa famille. Les médecins de Saint-Didier puis, plus près de nous, d'Aurec - il n'y avait toujours pas de médecin au Pont dans les années 1950/60 - dont le Dr Wronecki puis le Dr Smietan passaient deux fois par semaine à l'usine. L'ouvrier souffrant devait auparavant "avoir fait marquer"⁽⁵⁷⁾ le médecin" pour la visite. L'infirmier qui avait remplacé la "pharmacie" s'occupait de donner les premiers soins aux ouvriers victimes d'accidents du travail. Mr Wasserer puis Mr Grivel (Grand-père de "Pierrot") et enfin Mr Soubeyron en ont soigné des blessures et en ont rendu, bénévolement, des services bien sûr restés méconnus comme la guérison d'un enfant d'ouvrier atteint d'une "petite maladie", otite ou autre : "Faire venir le docteur vous coûtera de l'argent, alors, votre petit, je vais aller le voir, c'est pas si grave !".

Si l'accident du travail nécessitait un transfert à l'hôpital, pas d'hélicoptère blanc du SAMU, une voiture de l'usine conduite par Mr Geroy de Chabannes-d'en haut faisait tout à fait l'affaire... Un dentiste vint ensuite étoffer ce service : qui n'a pas tremblé une première fois en montant les escaliers... Et une deuxième fois assis sur le fauteuil secoué par les coups des martinets de l'atelier en dessous.

En ce qui concerne ce que l'on nommerait aujourd'hui l'aide sociale ou la sécurité sociale, une caisse de secours fut instaurée dès 1861 : elle était alimentée par les dons de la société et par une cotisation de 1,50 Fr pour les ouvriers gagnant moins de 100 Fr et de 2 Fr pour les autres. En 1878, elle dispose d'un capital de 20 000 Fr ; en 1900, celui-ci atteint 38 000 Fr. L'administration de cette caisse est confiée à cinq commissaires élus au scrutin secret par les ouvriers réunis chaque année en assemblée générale. En cas de maladie, les membres touchent un secours quotidien de 1,75 Fr quand ils sont sociétaires depuis plus de quinze ans, de 1,50 Fr depuis plus de dix ans et de 1,25 Fr en dessous de dix ans. Voyons certains des statuts de cette "société de secours mutuels" :

Article Premier

La société formée par le personnel des établissements Dorian, Holtzer, Jackson et Cie a pour but de se prêter un mutuel secours en cas de maladie et de venir en aide à tout sociétaire dans le besoin, vieux ouvriers ne pouvant plus travailler, aux veuves et orphelins.

Article Deux

Tout ouvrier ou employé des usines fait de droit et d'obligation partie de la société.

Article Quatre

Les fonds appartenant à la société ne pourront, sous aucun prétexte, avoir d'autres destinations que :

(57) Les premières lois importantes sur les assurances sociales furent adoptées en 1898.

- 1-Les secours accordés aux sociétaires nécessiteux
- 2-L'entretien de la pharmacie
- 3-Achat d'appareils pour le traitement des malades.
- 4-Eventuellement frais de déplacement à l'infirmier et aux commissaires.
- 5-D'autres dépenses prévues par le règlement.

Article Dix

Lorsqu'un sociétaire sera malade, il devra de suite se faire inscrire la délivrance d'une feuille de maladie sur laquelle le médecin mentionnera les jours de repos nécessaires au malade.

Le malade perdrait ses droits au secours si dans les 24 heures il ne donnait ou faisait donner cet avis à la commission.

Afin de sauvegarder les intérêts de la caisse, une somme de 5 Fr sera exigée pour la délivrance de la feuille de maladie.

Des sanctions seront prises contre tout membre de la société qui malade sera rencontré hors de son domicile sans y être autorisé ou qui sera trouvé exerçant son métier ou tout autre travail.

Les commissaires seront chargés d'un contrôle à cet effet.

Les maladies survenues à la suite de débauches ou les blessures reçues au cours d'une rixe ne donnent droit à aucun secours.

Tout malade dont l'état permet le déplacement devra se rendre à la salle de visite de l'usine pour la consultation du médecin.

La visite des malades a lieu en principe le mardi et vendredi de chaque semaine exception faite pour les cas d'urgence nécessitant l'appel immédiat du médecin.

On remarque la persistance d'une exigence de rigueur morale, déjà évoquée lors de la création de la commune, dans l'article dix de ces statuts.

Cette caisse de secours apparaît plus juste que celle imposée aux mineurs de la Ricamarie à peu près à la même époque qui était alimentée par un prélèvement de 3% sur les salaires et un versement théorique de 3 Fr par blessé et 0,50 Fr par veuve... De plus, la compagnie versait rarement ces sommes aux ayant-droits...⁽⁵⁸⁾

Une caisse de retraite est instaurée en 1903 alimentée essentiellement par les dons et legs des actionnaires de l'entreprise. Celle-ci se charge de subvenir aux besoins de "vieux serviteurs" incapables de travailler : elle leur donne une pension mensuelle et un logement gratuit. La Caserne, elle, aurait été réservée aux veuves des ouvriers.

De plus, un système d'épargne a été organisé au profit des ouvriers : en 1878, l'usine accepte leurs dépôts et leur donne 5% d'intérêt jusqu'à concurrence de 5000 Fr.

3 - L'AIDE AUX ENFANTS ET AUX EPOUSES

P.F. Dorian veillait à ce que la famille ouvrière soit correctement instruite : en 1862, déjà, existaient deux écoles gratuites de garçons et une école de filles.

D'autre part, nous avons vu que les revenus d'un capital de 12 000 Fr donné par Madame Dorian permettaient de faire instruire dans un lycée les enfants les plus "méritants" des familles ouvrières de Pont-Salomon. Un autre système d'encouragement au mérite était utilisé puisqu'un ouvrage paru en 1878 précise que "à la fin de l'année, les meilleurs élèves reçoivent en récompense de leur travail et de leurs progrès des carnets de dépôt variant de 10 à 25 Fr."

Quatre fois par semaine, un cours d'adultes est dispensé, le soir, par un instituteur rétribué par la Société.

(58) C.Cherrier, ouvrage cité, PP 24/25. Cette politique injuste de la compagnie de Montrambert entraîna la création de la "Fraternelle" par Michel Rondet.

Enfin, une bibliothèque riche de 800 volumes est à la disposition de tout le personnel, le service est assuré par un employé. Dans les années 1920, elle fut transférée au premier étage de la maison occupée par le concierge du Château de l'Alliance.

Il est évident que le travail de la faux n'était pas un travail particulièrement féminin : en 1862, deux femmes seulement étaient employées à la fabrique, ces vernisseuses gagnaient alors 60 Fr par mois.

Mais, pour "arrondir la fin de mois" de ses ouvriers tout en fournissant une main d'œuvre facilement disponible et "captive" à d'autres industriels, "Dorian" s'occupe de trouver un emploi pour leurs compagnes. Ainsi, la société des usines de faux loue en 1881 la chute d'eau de la papeterie Thollet au Pont à des fabricants de rubans et de galons. Là, Mr Courbon puis Mr Ferréol peuvent employer 40 à 50 filles et femmes au dévidage, à l'ourdissage ou au tissage de la soie et au découpage des rubans.

Cette politique sociale a eu des répercussions heureuses sur l'activité de la fabrique : dans les années 1870, on vient volontiers travailler chez Dorian à Pont-Salomon. Les ouvriers spécialistes de la faux connaissent les usines qui payaient le plus et les patrons pouvaient ainsi débaucher assez facilement les meilleurs éléments.

De plus, quand on est chez Dorian, on reste fidèle à Dorian : en 1878, 75 parmi les 250 ouvriers ont alors plus de 30 ans d'usine ! On peut comprendre qu'un "esprit d'entreprise" ait pu exister alors. Le père était fier que ses fils, à la sortie de l'Ecole, puissent dès 14 ans, après le certificat d'étude, gagner leur vie "à la faux".

Plus tardivement, d'autres avantages "sociaux", fort divers il est vrai, apparurent.

Le lamineur avait par exemple le droit de vendre à son profit les déchets d'acier, ces copeaux que l'on appelait "craches". Et il fallait voir, surtout à la Fraque, l'application des ouvriers de "la fourche" à constituer leur petit tas de ferraille vendu à Marcel Déchaumet.

De leur côté, les enfants pouvaient profiter de l'arbre de Noël : beaucoup de quadragénaires et quinquagénaires d'aujourd'hui doivent avoir la nostalgie de cette remise de cadeaux et de friandises à la Salle du Cinéma, actuellement Salle Massenet. Des fauteuils qui claquent (en bois, numérotés, ils sont alignés en pente douce vers l'écran), des bambins qui courent et piaillent, des mamans qui discutent... Et puis, peu à peu, le silence (presque) parfait, la salle s'assombrit lentement, le rideau se retire, l'écran blanc apparaît : le film "Tarzan" qui va causer, la nuit suivante, des cauchemards pour les petites têtes blondes essayant d'échapper aux serpents de la jungle. Soudain, tout s'allume, l'écran se retire et, sur la scène : le sapin de Noël. Mme Louis Martin-Binachon annonce le nom de l'enfant à qui Mr Jarlot s'empresse de remettre "le cadeau du Père Noël" avec quelques oranges et papillotes.

4 - CULTURE ET LOISIRS "CHEZ DORIAN"

La fanfare ou "la culture au service de la politique", tel pourrait être le titre d'un aspect de l'histoire de "Dorian".

Dès 1864, la société Dorian finance "la fanfare des fabriques de faux de Pont-Salomon" dont la notoriété devait durer jusqu'au début du XX^{ème} siècle. En 1866, Mr Florentin est le chef de musique. Cet ensemble instrumental reçoit 250 Fr de la société et il compte quarante membres en 1878.

Les premiers musiciens sont Autrichiens et Allemands comme le grand-père de Mr Thollet qui, à seize ans, jouait du petit bugle ou clairon à piston. Bien vite d'ailleurs, le phénomène s'inversait : on pouvait être embauché chez Dorian sans connaître la technique de production de la faux mais parce que l'on maîtrisait un instrument de musique. Le critère d'embauche n'était plus "connais-tu le métier de la faux ?" mais "Sais-tu jouer du trombone ou du bugle ?"

Etre un bon musicien pouvait être utile bien au delà de Pont-Salomon; pendant leur service militaire, ces jeunes bénéficiaient de faveurs. Très vite, ils abandonnaient le maniement d'armes et les corvées pour entrer dans la musique du régiment; de plus, ils avaient droit à certains égards : le port de l'épaulette, des permissions de sortie en ville pratiquement chaque soir... Ainsi, l'arrière-grand père de "Tiénot" Pitiot fut un exemple de réussite en ce domaine car, après sept ans dans la musique d'un régiment à Lyon, il devint trombone à l'Opéra de cette même ville.

Les instruments de cette fanfare appartenaient à l'usine, les heures de répétition et de concert - dans l'actuel magasin de l'Alliance - étaient considérées comme heures de travail et donc rémunérées.

Cette fanfare fut même un instrument de propagande politique pour les directeurs de l'usine; elle servit ainsi les intérêts de la famille Binachon ou du député républicain Dorian. Une complainte fort méchante à l'égard de Fleury Binachon ne disait-elle pas :

"Vive la République
Je suis républicain
S'il faut par la clique
Arrivons à sa fin"⁽⁵⁹⁾

A chaque fête dans la région, cette excellente harmonie, qui plus est sous l'autorité d'un bon chef d'orchestre, était invitée. Elle acquit très vite une notoriété qui dépassait le cadre du département. Ainsi Pierre Pitiot joue au concours de Valence une jolie polka très applaudie !

En 1867, elle obtient le Premier prix à Genève ... qu'on lui retire immédiatement car elle a eu l'audace de jouer la Marseillaise alors que la France vit sous le régime impérial ! Les musiciens revinrent au Pont en ayant tourné leur veste à l'envers.

Plus tard, Fleury Binachon, "Républicain Radical", utilise "sa" fanfare pour lutter contre le député royaliste Malartre. De son côté, Jean Martin qui est candidat au conseil général de la Haute-Loire va jusqu'à offrir à la ville de Saint-Just-Malmont une partie de ses instruments...

La fanfare est présente en Novembre 1912 aux funérailles de Joannès Binachon.

Cette formation jouait encore après la Seconde Guerre Mondiale mais elle avait alors sans doute perdu beaucoup de son "aura". Le chef d'orchestre était alors Mr Bliem, beau-père de Mr Pérez.

Vers 1900, une troupe de théâtre fonctionnait également sous la protection de la société Dorian. Les représentations avaient lieu au café Bréas, en face de la gare (aujourd'hui, maison de Mr Rondy). A cette époque, une belle terrasse plantée d'arbres agrémentait le lieu. Parmi les comédiens figurait Jean Geysant, dit "le Gros Jean", célèbre au Pont non pas tellement par son jeu de scène mais surtout par "son gouffre" de la Semène, grand rendez-vous des pêcheurs. Ferdinand Marcon, lui, était à la fois acteur et auteur des pièces.

Les loisirs, c'était également "le Cercle" qui était l'œuvre de Fleury Binachon; il comptait cent sociétaires en 1878. Installé dans les locaux du Fouletier, il accueillait les ouvriers désireux de jouer aux cartes, au billard et aux boules, "à la lyonnaise". D'ailleurs, les premiers terrains furent aménagés au-dessus de l'Alliance près du Château; puis ils furent installés au Fouletier à l'emplacement des anciens garages.

Titulaires de la "petite licence", les différents gérants ne pouvaient servir comme alcool que la traditionnelle "chopine" de vin rouge ou alors, mélangé à de la limonade, "le rouge limé". Dans la grande salle du siège trônaient les portraits des différents bienfaiteurs : Fleury puis Joannes

(59) Article cité de C.Berthollet.

Binachon, Régis Martin-Binachon, Jean Martin-Binachon et Louis Martin-Bianchon qui semblaient veiller jalousement sur les fanions, coupes et statuettes glanés par les boulistes sociétaires. Peut-être surveillaient-ils aussi la bonne moralité de leurs protégés ?!...